

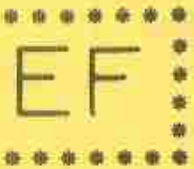


Fédéchoses - \*F003\*

n° 3

# Fédéchoses

quand Paris fait l'amour,  
la province se masturbe.



jeunes fédéralistes  
européens

---

ns ce numéro .

\* **EDITORIAL**

- \* HALTE AU RACISME.
- \* ROBERT BURON : un exemple pour nous tous.
- \* ACTIVITES J.E.F.
- \* POUR L'ELECTION DIRECTE DU PARLEMENT EUROPEEN.
- \* BIRE ET ULSTER L'IMPOSSIBLE UNION.
- \* ETAT-FORT NATIONAL OU ETAT-FORT EUROPEEN (2° Partie)
- \* REPOSES A BRUNO BATTU.
- \* LARZAC : Article de "Vent d'Ouest", journal des Paysans-Travailleurs.
- \* Mon p'tit doigt - Fédéchoses.
- \* Bandes dessinées :
  - "Larzacum, Pontevrâm, Avonum, Canjuerum".
  - "Les français sont xénophobes". (avec l'aimable autorisation de Ch Hebdo).

=====

Fédéchoses : Bulletin de liaison fédéraliste, à l'initiative des groupes de Paris et Lyon de la Jeunesse Européenne Fédéraliste.  
Rédigé par nos soins.

Tout courrier : Jeunes Fédéralistes Européens

Région Parisienne du J.E.F.

6, rue de Trévise - 75009 Paris.

+  
+  
+  
+  
+  
+  
- EDITORIAL -  
+  
+  
+  
+

Michel Jobert, l'Espagne et la C.E.E.

Les fédéralistes failliraient à leur antifascisme originel et foncier s'ils négligeaient de dénoncer fermement le zèle que déploie le gouvernement de la République française en faveur de l'entrée de la dictature de Franco dans le Marché Commun. Etre le dixième pays industriel du monde et le sixième pays d'Europe pour le produit national brut n'est pas un titre suffisant pour adhérer à la Communauté européenne, à moins qu'on ne s'acharne à bâtir en acte ce qu'en parole on se défend de vouloir, à savoir une Europe des marchands.

Ce zèle profranquiste est révélateur du mépris dans lequel le pouvoir actuel tient la liberté et la démocratie et de l'étroit légalisme qui caractérise la diplomatie française à Bruxelles. D'après le ministre, conférence de presse de Saint Sébastien, l'organisation européenne et le Marché Commun sont deux choses distinctes. "Le traité, rien que le Traité", semble dire en substance Michel Jobert, rappelant implicitement que le Traité de Rome exclut du champ d'action de la Communauté les questions politiques et militaires.

Plus significatif encore, son inventaire des méthodes pour organiser l'Europe :

- a) "des organisations et un Parlement central" : la Communauté est d'ores et déjà une organisation, d'ailleurs polycentrique, (Bruxelles, Luxembourg, Strasbourg), et comporte en l'un de ses centres un Parlement ; cette méthode représente ni plus ni moins que le statu-quo institutionnel, à moins que le mot "central" ne soit destiné à évoquer la transposition pure et simple à l'échelle de l'Europe de l'Etat unitaire techno-bureaucratique centralisé, un Etat-nation européen, dont seuls quelques fascistes peuvent souhaiter l'avènement ;
- b) "une entente directe entre chefs d'Etat et de gouvernement" : c'est le système des conférences au sommet, multilatérales ou bilatérales ; cette méthode représente ni plus ni moins que le statu-quo diplomatique qui équivaut à une confédération de facto dominée par la triarchie franco-germano-britannique ;
- c) "la confédération" : c'est l'institutionnalisation du statu-quo, la confédération de jure.

Il suit de cet inventaire que Michel Jobert rejette la finalité politique des Traités de Paris et de Rome, c'est-à-dire l'unité politique de l'Europe ; en ce qui concerne l'essentiel, à savoir le pouvoir de décision suprême, la confédération, c'est encore la division ; point d'unité sans fédération ; en deçà, dans toute association d'Etats où le pouvoir de l'association en tant que telle fait défaut, il n'y a que division ;

exclut toute participation directe des citoyens à la construction de l'unité européenne en refusant implicitement, ce que le Président de la République s'était précédemment chargé de faire explicitement, l'élection au suffrage universel direct du Parlement européen.

Et c'est ici que le légalisme de Michel Jobert se retourne contre lui, car le Traité, c'est aussi l'alinéa 3 de l'article 138.

B. Barthalay



Prise de position du bureau exécutif de la Jeunesse Européenne Fédéraliste sur la politique d'expulsion d'étrangers du gouvernement français.

---

Une nouvelle procédure d'expulsion, visant cette fois un étudiant marocain, M. Bachir el Menni, a été engagée par la Préfecture des Bouches du Rhône qui l'a notifiée à l'intéressé le mardi 18 septembre.

Cette affaire survient après les expulsions, dans les trois derniers mois, de l'enseignant syrien, M. Maurice Courbage, de l'élève-ingénieur algérien, M. Mohamed Laribi, du pasteur suisse Berthier Perregaux et du Pasteur britannique Andrew Parker.

Au nom des idéaux cosmopolitiques et communautaires qui inspirent l'action des fédéralistes, le bureau exécutif de la J.E.F. adresse une solennelle mise en garde à l'opinion française et croit de son devoir de faire connaître sa profonde inquiétude devant l'arbitraire qui frappe en France ceux qui ont le tort d'être à la fois "étrangers" et solidaires des travailleurs immigrés ou simplement de la classe ouvrière et des masses pour compte du développement.

L'Etat-national, pour la première fois en France depuis Vichy, recommence à montrer son visage démoniaque. La "patrie des droits de l'homme et du citoyen" se comporte comme les dictatures fascistes en appliquant la loi à sens unique. Interpellations et expulsions se succèdent, mais les assassins des travailleurs algériens courent toujours et les menées provocatrices des fascistes du Front National bénéficient de la complicité du pouvoir.

M. Marcellin et ses amis de la réaction, en proie à la xénophobie la plus démente, en viendront-ils à refuser aux fédéralistes et autres xénophiles toute liberté d'expression en France ? Les fédéralistes ne seront-ils tolérés en France qu'à la condition d'adhérer aux desseins nationalistes d'un gouvernement qui s'acharne à diviser l'Europe et les travailleurs, autant dire à la condition de se renier ?

Comment croire vraiment à la volonté exprimée par le Président Pompidou de lutter contre le racisme ?

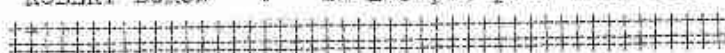
---

Jeunesse Européenne Fédéraliste

Secrétariat International :

14, Rue Duquesnoy  
B - 1000  
Bruxelles.  
Belgie — Belgique

ROBERT BURON : un Exemple pour nous tous



La disparition de Robert Buron a été ressentie avec une grande tristesse par de nombreux militants socialistes et fédéralistes.

Le passage de Robert Buron à Lyon les 13 et 14 novembre 1967 fit naître un grand espoir chez quelques militants fédéralistes européens (1) à cause de la convergence des analyses d'Objectif Socialiste avec la leur, en particulier en ce qui concernait "la rupture entre le progrès technique et les structures politiques, la nécessité d'un choix "à gauche", et bien sur le fédéralisme".

Au cours d'un entretien qui suivit sa conférence, ce fut un premier contact avec "la vitalité, l'enthousiasme, la curiosité des gens et des choses, la chaleur humaine" de Robert Buron, qui ont été évoqués par le communiqué d'Objectif Socialiste (Le Monde 4/5/73).

Cependant en tant que militants fédéralistes attachés à un mode d'action supranational nous avons été amenés à regretter un non-engagement direct sur le plan européen (2).

Cette perspective n'était certes pas absente des préoccupations de Robert Buron puisqu'il avait déclaré à Alain Guichard, journaliste du Monde, "l'action sur le plan international nous paraît également importante. Nous avons multiplié les réunions d'information sur le sens de notre action dans les pays voisins, en Belgique, en Italie, en Suisse et nous avons pris des initiatives que je crois heureuses pour favoriser les rencontres des représentants des différents courants socialistes". (3)

Mais relations internationales ne signifient pas organisation supranationale et Objectif 72, devenu Objectif Socialiste, reste un mouvement prisonnier du cadre français, ce qui limite à notre avis la portée de cette expérience. La perspective de dissolution d'Objectif 72 "au sein d'un vaste mouvement socialiste aux dimensions européennes" (4) ne s'est pas réalisée en 1972.

Le problème reste posé et sans doute est il nécessaire de poursuivre également dans cette voie le combat que Robert Buron avait engagé.

Robert Buron et l'équipe qui s'est constituée autour de lui ont enrichi la réflexion et la pratique politique fédéralistes et socialistes.

La circulation et la confrontation des idées de militants venus d'horizons politiques différents : C.F.D.T., Comité de Liaison pour une Action Fédéraliste (C.L.A.F.), P.S.U., F.G.D.S., puis P.S. etc., ont favorisé le développement du courant autogestionnaire en France. L'aboutissement concret de ce travail de réflexion politique est la création d'un Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste auquel les fédéralistes européens se doivent de participer, en essayant d'élargir le cadre d'action du C.L.A.S. au niveau européen.

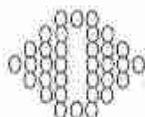
Robert Buron était également engagé aux côtés des peuples opprimés et comme mondialiste. C'est par un hommage pour ce souci universel de la paix et la justice que l'on se doit de terminer l'évocation de la vie de cet homme, de ce militant. En effet il ne s'agissait pas d'un simple choix intellectuel ou scientifique comme chez certains "spécialistes" du Tiers Monde, car Robert Buron avait donné une dimension politique à ses préoccupations et conduit des actions concrètes pour faire progresser son idéal.

L'engagement à "hauteur d'homme" et au niveau planétaire de Robert Buron doit être un exemple pour nous tous.

Michel Morin.

Notes se rapportant à l'article de Michel Morin :

- 1) le groupe fédéraliste "Union des Démocrates Européens" - Organisation Fédéraliste Mondialiste".
- 2) lettre du 20/12/67 de l' U.D.E. à Robert Baron.
- 3) "Demain la Politique" P. 213-214.
- 4) idem P 223.



PAVIA . Initiative de la J.E.F., "Consulta Giovanile" et manifestation antifasciste.

A l'initiative de la J.E.F. s'est constitué à Pavie un "Conseil pour la démocratie dans les régions, en Italie et en Europe" qui réunit les groupes jeunes des partis de "l'arc constitutionnel" et les fédéralistes.

La première réunion officielle du Conseil a eu lieu au siège local du M.F.E., le 29 mai dernier et a été consacré à un débat sur les origines du néofascisme.

Les représentants des divers groupes se sont mis d'accord pour organiser en commune réunion sur le fascisme dans les pays d'Europe méridionale.

Pour préparer cette réunion publique ont eu lieu d'autres rencontres au cours desquelles a été mise au point la déclaration suivante placardée sur les murs de la ville.

Contre le fascisme en Europe et dans la Méditerranée.

La constante menace fasciste en Italie pose de manière dramatique le problème de la dénonciation de ses racines dans notre pays et d'affirmer la solidarité de ses forces démocrates et antifascistes avec les peuples grec, espagnol et portugais.

Les luttes contre le fascisme en Grèce, Espagne et au Portugal sont une seule et même lutte. Les liens entre les pays méditerranéens et l'Amérique favorisent objectivement le maintien du fascisme (Espagne et Portugal) ou son apparition (Grèce). Dans ces pays se battre contre le fascisme signifie lutter contre l'hégémonie américaine.

L'Italie peut porter une contribution à cette lutte car la bataille contre le fascisme en Italie est décisive pour décider du destin de la démocratie italienne et européenne. L'Italie pays méditerranéen et européen, vit un moment dramatique de son histoire où se pose le choix entre la méditerranée et l'Europe.

Seule l'unité des forces démocratiques et antifascistes peut battre le fascisme en Italie et ouvrir la voie à la transformation démocratique de la Communauté européenne par l'élection directe, même unilatérale, du Parlement Européen.

.../...

Seul un gouvernement européen peut poser sur des bases nouvelles les rapports entre l'Europe et l'Amérique et aider les peuples de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal à se libérer des dictatures qui les oppressent.

Seule l'unité des peuples européens peut éloigner définitivement le spectre du fascisme de l'Europe.

- + Fédération de Pavie de la Jeunesse Communiste Italienne.
- + Fédération de Pavie de la Jeunesse Socialiste Italienne.
- + Fédération de la Jeunesse Républicaine.
- + Jeunesse Européenne Fédéraliste.
- + Jeunesse Libérale Italienne.
- + Mouvement de la Jeunesse Démocrate Chrétienne.
- + Mouvement de la Jeunesse Sociale-Démocrate.

#### La Manifestation Antifasciste. mmmm mmmmmm mmmmmm

Le mercredi 27 juin à 21 H., s'est ouverte la réunion "Contro il Fascismo in Italia e nel Mediterraneo", à laquelle avaient donné leur adhésion les administrations communales et provinciales de Pavie, et avec la participation de Mario Soares, de la résistance portugaise, Enrique Daneros, de la résistance espagnole et Giorgio Makrinos, de la résistance grecque.

La réunion a été ouverte par Guido Montani, de la J.E.F., qui a exposé les motifs ayant poussé à la création du "Consulta Giovanile", et sa posi-

tion face au fascisme.

Outre les représentants des résistances des trois pays, les militants des organisations membres du conseil et les représentants des Administrations provinciales et locales, ont pris part au débat des orateurs de l'A.C.L.I. (Association Chrétienne des Travailleurs Italiens), de Lotta Continua et du Front de Libération de la Palestine.

(Résumé du compte-rendu paru dans Federalismo Militante, n° 10)

° ° ° ° ° ° ° ° ° ° ° °

#### Stage à Esslingen sur l'émigration. mmmm mmmmmm mmmmmm

Les 1, 2 et 3 juin s'est tenu à Esslingen un stage italo-allemand de la J.E.F. sur le thème "les travailleurs émigrants - possibilités de leur participation à la vie politique et sociale dans le pays d'accueil". Outre les fédéralistes, les participants étaient des syndicalistes allemands, et du côté italien des représentants de la CISL, de la CGIL, de l'ACLI, de la FGSI, du PSI et du groupe "Le Manifesto".

Les travaux ont commencé par la présentation de trois rapports des groupes J.E.F. de Pavie, Genova et Esslingen. Deux groupes de travail ont été formés. L'un étudiant les causes qui poussent les travailleurs à émigrer et des problèmes que cela pose au pays de départ. L'autre s'occupant des problèmes posés par les travailleurs émigrés et des possibilités de leur intégration sociale dans le pays d'arrivée.

° ° ° ° ° ° ° ° ° ° ° °

#### Stage de Lyon. mmmm mmmmmm mmmmmm

Le stage s'est déroulé comme prévu du 6 au 9 septembre, et a été suivi d'une réunion du Comité Fédéral de la J.E.F. Il a été décidé de reporter le 2° Congrès Européen du mouvement au début de 1974 et peut-être à Luxembourg. Le C.F. a longuement débattu autour des projets de statuts définitifs de l'organisation.

Un projet a finalement été arrêté qui sera soumis pour approbation au Congrès. Il a été décidé d'éditer un texte de compromis à partir des rapports stratégiques présentés par les Cênois, les militants de Pavis et Richard Wyatt pour nos camarades britanniques. (nous reviendrons plus longuement sur le stage lorsque ce texte nous sera parvenu ; D. Velo, R. Wyatt, C. Petrucci et B. Barthalay y travaillant encore à l'heure actuelle).

Il faut enfin dire que la réunion préconstitutive de la J.E.F. France prévue pour le dimanche 9 septembre, n'a pu avoir lieu, militants des régions Rhône-Alpes et Aquitaine, s'étant retrouvés seuls en l'absence des militants parisiens.

Seuls ces trois groupes français étaient par ailleurs représentés au stage.

Notons enfin que M. Vianes, membre du Comité Directeur du P.S. était venu assister, en observateur, à la première journée de la rencontre.



Nous reproduisons ci dessous deux textes de soutien à l'action entreprise par nos camarades italiens pour l'élection du Parlement européen, au suffrage universel direct, c'est-à-dire l'application de l'alinéa 3 de l'article 138 du Traité de Rome.

Le premier en date de ces deux textes est celui voté par la Fédération de Pavis des Jeunesses Communistes Italiennes (il y a plus d'un an) ; Le second est celui d'une motion votée à l'unanimité par le Congrès National de la Fédération de la Jeunesse Socialiste Italienne.

-----  
La section de Pavis de la Fédération des Jeunesses Communistes

#### Rappelle

- qu'a été présenté au Sénat, depuis le mois de juin 1969 déjà, le projet de loi d'initiative populaire n° 706, pour l'élection au suffrage universel direct des délégués italiens au Parlement européen,
- que le projet de loi attend encore d'être approuvé en assemblée délibératoire par les commissions réunies des affaires intérieures et étrangères de ce même Sénat,
- que si son cheminement parlementaire n'est pas rapidement débloqué on court sérieusement le risque que ce projet ne soit pas approuvé avant l'échéance de la législature.

#### Demande

- avec une vive insistance que l'on porte l'attention sur le fait que, si le projet n'est pas rapidement approuvé, l'opinion publique italienne devra prendre acte qu'aux professions de foi européistes des partis démocratiques ne correspond aucune volonté concrète d'œuvrer en vue de la réalisation d'une vraie démocratie européenne,

#### Constata

que le problème des élections unilatérales des délégués nationaux au Parlement européen a désormais pris une dimension européenne, comme le montre le fait que des projets d'initiative parlementaire analogues au projet italien ont été présentés aux Pays Bas et en Belgique ; qu'un projet ultérieur va être présenté au parlement allemand ; et que récemment la Commission politique du P.E. s'est occupée des diverses initiatives nationales de façon approfondie dans le but de les encourager et de les coordonner.

.../...



C'est pourquoi la Fédération de Pavie de la F.G.C.I.

Emet le vœu

Que le projet de loi n° 706 soit approuvé par le Sénat au plus tard dans le mois de novembre, de façon à ce que son acceptation définitive de la part de l'autre chambre du parlement puisse se faire avant les prochaines élections politiques.

=====

Le Congrès National de la Fédération de la Jeunesse Socialiste Italienne, réuni à Venise, du 26 au 29 avril 1973 :

Constata

que l'Europe se trouve aujourd'hui face à des choix décisifs tels que le Nixon Round qui établira sur des bases nouvelles ses rapports avec les Etats-Unis, le projet d'Union Economique et Monétaire et la Conférence sur la Sécurité Européenne, qui décidera d'un nouvel équilibre entre les pays d'Europe occidentale et orientale,

Rappelle

- que les européens, s'ils se présentent en ordre dispersé au Nixon Round, ne se seront pas en mesure de défendre les conquêtes économiques et sociales dans le processus d'intégration européenne, subissant par là même la politique impérialiste des U.S.A.,
- que toute union économique et monétaire, en l'absence d'une planification démocratique, est destinée à approfondir les déséquilibres entre régions riches et pauvres, et à placer les pays économiquement faibles sous la dépendance des choix effectués par ceux plus riches,
- que des pas effectifs en faveur de la détente en Europe sont aujourd'hui possibles à condition que les européens soient en position de discuter d'égal à égal avec les U.S.A. et l'U.R.S.S.

Affirme

- que seule une transformation dans le sens démocratique, de la Communauté européenne peut remettre entre les mains des peuples des nations européennes le pouvoir de décider de leur destin,
- et que l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct est le seul pas possible dans cette direction,

Invite

le Parlement italien et, en particulier, les députés socialistes à procéder à une rapide discussion et approbation du projet de loi d'initiative populaire n° 1 pour l'élection au suffrage universel direct des délégués italiens au Parlement européen.

\*\*\*\*\*  
PRESSES D'EUROPE : 6, Rue de Trévise - 75009 Paris.

Catalogue sur demande et une revue :  
l'Europe en Formation (mensuelle ; 30 FF.)

\*\*\*\*\*  
SOCIETE EUROPEENNE D'ETUDES ET D'INFORMATIONS :

Deux ouvrages sont à l'heure actuelle préparés et seront, nous l'espérons, rapidement édités : - "L'Etat National" de Mario Albertini (traduit de l'Italien par B. Barthalay)  
- une anthologie de la pensée régionaliste française à laquelle travaille Bernard Lesfargues.

+ + + + +  
+ IRE ET ULSTER +  
+ L'IMPOSSIBLE UNION ? +  
+ + + + +

Un enfant qui jette une bombe ou un cocktail Molotov sur des soldats, britanniques, des fils de fer barbelés et des voitures blindées, telle est l'image actuelle de l'Irlande du Nord. Cette province est comme une épine plantée dans le talon du Royaume Uni, qui continue à la traiter comme une colonie : ne dit-on pas que l'armée britannique y utilise pour la première fois des gaz lacrymogènes dont ne "bénéficiaient" jusqu'alors que les territoires britanniques ; l'internement arbitraire, l'éloignement pour des motifs de "sécurité", le vote du Special Powers Act sont autant de mesures contre lesquelles s'élève l'opinion publique.

Le conflit est déjà ancien, il n'est pas rare d'entendre vitupérer contre Cromwell dont la répression sauvage mit le pays à feu et à sang ; les russ évoquent souvent la mémoire des fusillés de 1916.

Guerre de Religion ? Pour une part, certes, les 'Loyalistes' sont le plus souvent protestants, les partisans du Sud catholiques ; mais le conflit est d'ordre essentiellement social, il oppose les possédants aux démunis, les dirigeants aux asservis. Par le jeu de lois électoraux iniques, la minorité protestante impose sa loi à une majorité catholique.

Le "révérend" Paisley, dont la haine évoque le démon, vous les 'Papistes' aux tourments de l'enfer. Sa grossièreté outrancière a fini par gêner même ses amis. Il n'a pu s'entretenir avec le Premier Ministre britannique lors de sa visite à Belfast en août dernier.

La chute du Cabinet WILSON, a provoqué bien des déceptions dans le Sud, peut être à tort : la fin de la partition n'est pas une panacée, un référendum récent l'a montré. L'Ulster se méfie d'un rattachement pur et simple à la République qui risquerait de lui faire perdre le bénéfice des lois sociales.

L'économie du Sud reste précaire : l'émigration vers les Amériques tend à diminuer ; mais elle reste forte vers le Royaume Uni ; paradoxalement les Irlandais sont fort bien vus à Londres et dans les grandes villes industrielles des Midlands et du Nord de l'Angleterre. Rien à voir avec nos algériens parqués dans des dortoirs. Les récents attentats à la bombe dans la mère patrie risquent de modifier ces sentiments.

L'I.R.A. est partout et joue un rôle majeur, l'organisation est officiellement interdite, mais les divers gouvernements conservateurs-Finnia Fail- qui se sont succédés à Dublin depuis l'indépendance ont hésité à prendre des mesures vraiment efficaces contre elle, craignant de se heurter à une grande partie de la population qui lui apporte sa sympathie à défaut de ses capitaux et de ses hommes.

Pourtant, vers 1970, l'I.R.A. allait mourir, victime de son impuissance, l'arrivée des troupes britanniques, les excès prétendus ou réels de ces dernières, ont réveillé les vieux antagonismes. Les riches cousins d'Amérique du Nord, sollicités, n'ont pas refusé leur obole.

Il est même probable qu'une partie des fonds récoltés par Bernadette Devlin pour le Mouvement des Droits Civiques ait dévié de sa route...

.../...

Est-il possible de mettre un terme à ce conflit ? Cela semble extrêmement difficile. Le Sinn Fein lui-même, vieux parti issu des luttes d'indépendance et non suspect de complaisance vis-à-vis de la Grande-Bretagne, pense que la violence pure est vouée à l'échec.

Il considère par contre que comme préalable à toute négociation sérieuse sont nécessaires la fin des internements arbitraires, la libération de tous les prisonniers politiques, et le retrait progressif de toutes les troupes britanniques. (à cet égard il faut signaler, que si l'armée n'est pas composée exclusivement d'enfants de cœur, elle a contribué à limiter les excès des para-milices protestantes, dont l'existence même est inadmissible).

L'instauration du suffrage universel, le redécoupage des circonscriptions électorales, la lutte contre le chômage constituent la seconde étape.

La réunification si elle est concevable ne pourrait venir que plus tard, car forcer la main à la Grande-Bretagne menerait inévitablement à un bain de sang, alors que ce pays n'a déjà que trop souffert.

La République, de son côté, n'est pas exempte de reproches : l'alliance de l'Eglise et de l'Etat ne lui attire pas que des sympathies.

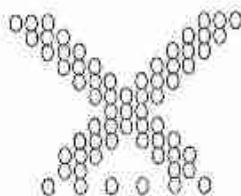
Il existe à Dublin un comité de censure qui n'a rien à envier à ceux de l'Espagne franquiste.

Ce n'est pas en additionnant deux sectarismes que l'on crée une union durable.

Il ne s'agit pas d'instaurer au profit des catholiques un régime injuste et discriminatoire, du type de celui qui profite, pour l'instant, à la minorité protestante.

La victoire ne doit pas être celle du sectarisme, mais, au contraire, de la démocratie toute entière.

Bernard Dolet.



Etudes sur le Fédéralisme Robert R. Bowie et Carl J. Friedrich

1° Partie 695 Pages ; 45 Francs

2° Partie 675 Pages ; 45 Francs

+++++  
Qu'est-ce que le Fédéralisme M. Albertini

Un volume de 220 Pages ; 9 Francs

+++++  
Le Fédéralisme de P.J. Proudhon R. Voyerne

Un volume de 206 Pages ; 18 Francs.

La conclusion provisoire de la première partie de cet article, posait un problème de stratégie aux fédéralistes.

Ceux-ci ne peuvent pas avoir la même stratégie lorsqu'ils visent la création d'un Etat fédéral européen et lorsqu'ils souhaitent un Etat fédéral européen à contenu socialiste. La modification de l'objectif doit engendrer des modifications stratégiques et tactiques.

1. Les limites de la stratégie fondée sur la revendication de l'Europe fédérale.

Les fondements de cette stratégie visaient à satisfaire tous les courants dans les mouvements fédéralistes et à maintenir regroupés le petit nombre d'associés et de militants. Il n'y en avait déjà pas beaucoup !!!

Ces fondements se ramènent donc à une sorte de Plus Petit Commun Multiple (P.P.C.M.) fédéraliste, lequel est constitué par les structures fédérales institutionnelles. La nature du débat au sein de la J.E.F. internationale relève surtout de ce type de préoccupation.

Et pourtant la revendication d'un pouvoir fédéral européen est sans doute plus facilement acceptable par les véritables tenants des pouvoirs nationaux que ne l'affirment en général les fédéralistes. Pour la première fois dans l'histoire, les bourgeoisies européennes ont en-effet le choix du moyen de défense de leurs intérêts, choix entre la dictature et l'Etat européen. Certains courants politiques nationaux qui représentent ces milieux, revendiquent même des structures fédérales pour l'Europe. Les fédéralistes doivent ils, dans ce contexte, participer au choc pour "réclamer une Europe Fédérale" ?

Etant donné les conditions historiques, politiques et sociales, de chaque pays il est impossible de prévoir dans quel sens basculeraient les pouvoirs, vers l'autoritarisme ou vers le cadre national ou vers un système 'libéral' au niveau européen. Certains peuvent trouver dans cette interrogation, face à ce doute, la justification à une lutte politique pour l'état fédéral européen, quelque soit la limite, afin de garantir le maintien d'un certain libéralisme.

Fonder une stratégie sur ces bases là revient donc à accepter de servir les intérêts des tenants du pouvoir dans la société actuelle. Cela ne saurait satisfaire les militants fédéralistes qui espèrent plus qu'un changement de superstructures au niveau le plus élevé.

Dans cette même perspective stratégique, il est impossible d'interpréter le passage à un état fédéral - quelque'il soit - comme un fait positif dans une perspective historique à long terme, de la même façon que les marxistes considèrent la formation d'un état bourgeois comme nécessaire avant la révolution socialiste. Mais les limites théoriques d'une telle analogie sont évidentes. Sur le plan pratique l'exigence de l'action autonome des fédéralistes perd tout son sens. Il vaut mieux rentrer dans les partis nationaux et y développer la propagande pour l'Europe fédérale.

L'action autonome des fédéralistes pour la création d'un pouvoir fédéral européen est loin d'avoir fait ses preuves pour le renforcement du courant fédéraliste. Cet objectif stratégique est intéressant pour la classe politique, pourrait l'objet de débats, peut même à la rigueur recueillir l'assentiment d'une grande partie de la classe politique, mais l'impact de cette revendication auprès de la population est nul. Il n'y a jamais eu autant

de monde favorable à l' Europe fédérale, comme le montrent les sondages, aussi peu de militants dans les mouvements fédéralistes.

La puissance militante ou technique des fédéralistes et leur absence d'impact dans la population leur permettent seulement d' être un petit groupe de pression, à la rigueur les "conseillers culturels" des forces politiques effectivement au pouvoir. Dans ces conditions même si leurs idées sont bonnes et si la création d' un pouvoir fédéral européen devient une réalité, il est certain que les fédéralistes seront incapables d'utiliser cette transformation politique pour remplir le cadre fédéral avec autre chose que ce que videront les anciennes forces politiques nationales.

Il n' est pas question de reléguer pour autant la revendication d' un état fédéral européen aux antiquités supranationales. Celle-ci doit demeurer un objectif tactique important, en particulier face aux tentations fascisantes qui surgissent épisodiquement dans les états nationaux. Mais il s'agit là d' une arme défensive. Si les fédéralistes veulent assumer un rôle politique efficace, ils doivent suivre une stratégie offensive, et pour cela proposer un contenu crédible et novateur pour l' Europe fédérale.

## 2 - Les balbutiements des stratégies fondées sur des contenus pour l'Europe fédérale.

---

La recherche d' un contenu pour l' Europe fédérale est source de division entre les "fédéralistes". Cela est inefficace, mais pas plus que l'ambiguïté. Il n' y a qu' à songer à la portée des motions de synthèse, des déclarations politiques des congrès supranationaux pour s' en assurer !

Deux démarches peuvent être utilisées pour remplir le cadre institutionnel fédéral : rechercher à l'extérieur du fédéralisme, dans d' autres théories, ce qui manque ; rechercher dans le fédéralisme une méthode sinon des solutions.

La première est la plus fréquente. Elle se rencontre chez tous les militants ayant une option complémentaire à leur engagement fédéraliste : libéralisme, socialisme, radicalisme, centrisme ... Cela peut se traduire par un engagement dans un parti national.

Même chez les militants exclusivement fédéralistes une tentation comparable existe actuellement, mais sous deux autres formes.

D' une part l' analyse Kantienne apparaissant insuffisante à certains pour donner un contenu à l' Europe, des emprunts sont faits à Marx pour résoudre les problèmes théoriques qui se posent. Cet exercice d' histoire de la philosophie est intéressant, mais il n' aura de sens que lorsqu' il aboutira à l' adoption d' une stratégie cohérente tenant compte de l' introduction des données marxistes.

D' autre part les fédéralistes génois se sont engagés dans des actions ponctuelles mais nouvelles en participant à l'organisation d' une greve des dockers à Marseille et à Gènes.

La seconde démarche revient à se demander " Y a t' il une réponse fédéraliste à la question 'quel socialisme pour l'Europe fédérale?' ". Etant donné nos premiers choix ? Oui et non.

Oui, si l' on se rappelle que le fédéralisme proudhonien se situe dans le courant socialiste libertaire. Ses prolongements actuels se font sentir dans le débat sur l' autogestion. Le fait que des militants fédéralistes soient partie prenante dans la lutte pour l' autogestion socialiste n' est pas un hasard.

Non si l' on pense à un État-moloch socialiste, même fédéral et européen.

Mais le fédéralisme proudhonien, et son prolongement le fédéralisme intégral, n' ont ils pas fait la preuve de leur inefficacité, encore plus nettement que le fédéralisme institutionnel ? Cela est vrai sur le plan militant et le plan stratégique. Mais il en va autrement quant à l' analyse de

notre société. De nombreux symptômes de la "crise de civilisation" dont il est fort question depuis 1967-68 dans nos pays, étaient détectés dans l'analyse de cette "civilisation en sursis". Il n'est pourtant pas possible de se satisfaire de bons résultats théoriques lorsque l'on prétend mener une action politique, car celle-ci suppose l'obtention de résultats concrets dans la lutte pour la mise en place d'un nouveau pouvoir politique, d'une nouvelle société.

A partir de ces données, il est facile de conclure pour des fédéralistes qu'ils doivent s'engager dans la revendication d'un socialisme autogestionnaire pour l'Europe fédérale, car il ne s'agit alors nullement d'un remplissage artificiel et extérieur du fédéralisme institutionnel, mais du prolongement des principes fédéralistes sur le plan de l'organisation de la société toute entière.

En conclusion il n'est pas question de définir ici la ligne stratégique qu'il convient de suivre pour parvenir à la réalisation de cet objectif. Il s'agit seulement de proposer un choix global, une ligne générale. La nouvelle stratégie qui doit en découler est à définir. Cela doit être le fait d'une équipe qui procéderait à une analyse approfondie de la situation sociale en Europe actuellement, afin de parvenir à l'identification de la base sociologique susceptible de reprendre à son compte les revendications fédéralistes. Il semble que l'on doive se tourner vers les populations, les régions, les entreprises dont la survie ou la mort dépendent des sociétés multinationales ou des pouvoirs centraux technocratiques.

A nous de savoir formuler les réponses politiques que ces communautés attendent et de faire devenir les choix fédéralistes des réalités.

M. Morin.

Mon P'tit doit fédécher avec les multinationales .....

Celles-ci poursuivent leurs entreprises néfastes en Europe. Les directions de Chrysler et de Ford envisagent de fermer leurs usines de Grande-Bretagne dans lesquelles se multiplient les grèves et de reporter la production dans les usines du continent, en particulier en Allemagne fédérale.

En voilà un bel usage des divisions nationales ! ! !

Est ce qu'il faudra attendre encore dix ans pour que cela provoque un bouleversement absolument complet des stratégies syndicales et politiques des forces de "gauche" ?

L'usage répété de la technique des "difficultés financières" créées dans une entreprise qu'une multinationale veut mettre au pas va sans doute faire réfléchir les responsables nationaux français.

Après Lip, Westinghouse vient de connaître la même mésaventure.

La réplique ponctuelle immédiate est nécessaire mais insuffisante. C'est l'ensemble de la stratégie de lutte qui est à repenser.

Les fédéralistes doivent fournir des éléments de réponse.

Les Problèmes de la lutte politique dans la Société Moderne :

4 fascicules déjà parus ; Ecrire aux JEF Paris ou Rhône-Alpes.

# LES FRANÇAIS SONT XÉNOPHOBES

ET ON  
A RAISON  
DE L'ÊTRE



VIENNENT NOUS EMBÊTER ET  
FAUDRAIT EN PLUS QU'ON LES  
TROUVE NIGNONS...



PAS ÉTonnant QUE FA  
SE DÉPLACE COMME  
UN DINDON



ON A LE PLUS BEAU PAYS  
DU MONDE...



TIENS, LES A MERICAINES  
AVEC LEURS VILAINS GROS  
GULS



TIÈTE: IAS ÉANGES  
MARCHENT COMME DES  
DINDONS



ET TOUS LES ÉTRANGERS  
SONT DES CONS!



C'EST LOURDAUD, TRASSIE,  
ÉPAIS, GROSSIER...  
ÉLEVÉ AU MAIS, ROUN!



QUAND ELLES S'HABILIENT  
CHEZ LES GRANDS  
COUTURIERS, C'EST  
À SE ROUVER!  
PAR TERRE!



Suite au Verso

TANDIS QU'UN CUL DE FRANÇAISE...



MÊME DORU...

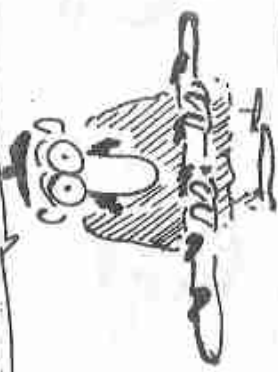
50 FRANCS AU MONOPRIX  
ET VOUS AVEZ UNE  
REINE...



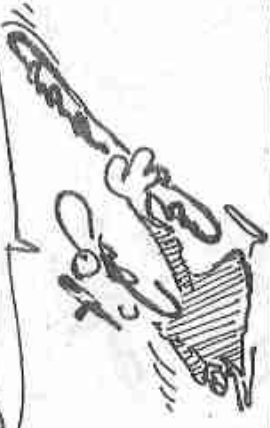
ÇA SEMBLE SIMPLE DE FAIRE  
DU BON PAIN



EH BIEN, POURTANT  
ILS NE SAVENT PAS.



ET C'EST MÊME PAS GÂTÉ  
DE FABRIQUER DU PAIN!



Z'AURONT BEAU ALLER DANS  
LA LUNE, TANT QU'ILS NE  
SAURONT PAS FAIRE DE PAIN  
ÇA SERA DES... CONS!

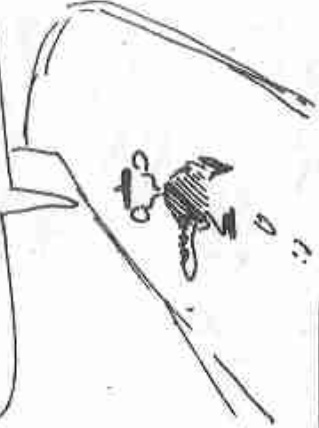


MÊME CHOSE POUR  
LES BELGES,  
LES ALLEMANDS,  
LES HOLLANDAIS,  
LES SUISSES,  
LES ANGLAIS,  
LES SUÉDOIS...



ILS ONT  
...TOUTES DES  
GRANDES DENTS  
ET LA VIANDE  
EST TRISTE!

ILS ACHÈTENT NOS VÉHICULES...



BIENTÔT, EN PLUS,  
ILS SERONT ALCOOLIQUES

ON A PAS  
FINI D'ÊTRE  
LES PLUS BEAUX!



REISER

Charles Melosco n° 145 / 27 Août 73.



En réponse à Bruno Battu .

Tout d'abord nous devons revenir sur ta ou plutôt tes définitions du fédéralisme, et là, que de querelles de chapelles !!! Fédéralistes internationalistes, fédéralistes internes, intégraux ... Diviser les fédéralistes n'est sûrement pas le but que tu vises, alors pourquoi stigmatiser ces différences ?

Nous sommes peu nombreux, nous le savons, nous ne formons pas un bloc de pensée monolithique, nous le savons ; accentuer ces caractères c'est faire du groupusculisme.

Pour nous le fédéralisme est le fait ou le mode de pensée qui rend à l'unité sociale de base (la commune, le quartier, l'atelier, l'entreprise, l'université) la totalité des pouvoirs que cette unité est capable d'assurer elle-même et ne remet à l'échelon supérieur que les questions qu'il n'est pas en mesure de régler elle-même.

Cette partition des tâches et des devoirs doit être faite par l'ensemble de tous les partenaires c'est en fait l'autogestion doublée de la décentralisation la plus radicale.

Si je dis précédemment que nous ne formons pas un bloc de pensée monolithique cela ne veut pas dire pour autant qu'il ne faille pas définir une ligne politique et je m'intéresse ici à la deuxième partie de ton papier concernant la stratégie. Que nos mouvements adultes ne nous aient pas donner entière satisfaction c'est certain et nous pourrions en parler ; mais que pour autant nous devions constituer des amicales de futurs anciens combattants de l'Europe portées sur les bonnes œuvres, l'organisation des loisirs ou le thé de la sous-préfecture, je ne suis pas d'accord. Devait-on prendre à la bouillotte tes soirées dansantes et tes rallyes ? Pour ma part, le comité des fêtes de ma commune et l'Association des anciens é-

lèves de la Fac. organisent ce genre de réunions.

Notre vocation est de faire avancer l'idée d'une Europe Fédérale première étape de la réalisation d'une société fédéraliste. Nous n'avons pratiquement aucun moyen et nous le savons ; doit-on pour autant se prostituer vis-à-vis de tel ou tel dans l'espérance d'hypothétiques subsides et surtout vis-à-vis de notre adversaire de prédilection, l'état national. Notre réponse est claire : certainement pas.

La solution ? nous non plus ne prétendons pas la détenir. Que pouvons-nous entreprendre ?

Rassembler les fédéralistes quel que fut leur origine et définir ensemble une ligne théorique, politique et stratégique. C'est l'une des vocations de Fédéchoses.

Informier et former est notre autre travail, en cela nous sommes d'accord : organisations de rencontres, stages, écoles-cadres.

Pour déboucher sur quoi ? Sur une ligne politique cohérente. C'est par ce travail de réflexion sérieuse que nous attirerons les jeunes. Est-ce là embrigader des jeunes de seize ans ?

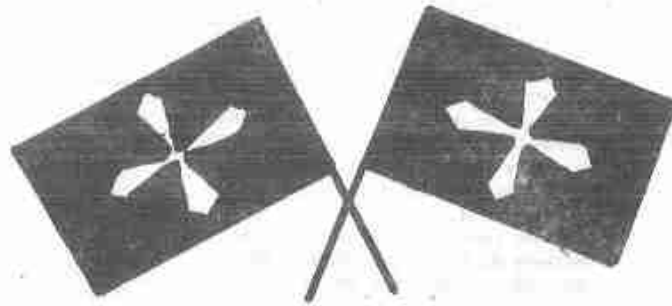
Je crois que l'engagement dans quelque mouvement que ce soit nécessite une maturité d'esprit certaine est que l'adhésion à un certain nombre d'idées n'est pas forcément synonyme d'embrigadement.

Quant au fait des "petits hommes politiques" que tu dénonces, cela est surtout dommage pour eux, si tant est qu'ils existent, car pour faire une carrière politique la J.E.F. n'est sûrement pas le bon tremplin.

Jean-Marie Dubos.



# LARZAC - 25 - 26 AOUT 1973



## MOBILISATION GÉNÉRALE

### LES ÉTAPES DE LA LUTTE DU LARZAC

*Un historique de la lutte du Larzac devait être rédigé par les paysans eux-mêmes. Leur article, posté 15 jours avant la date d'impression de « Vent d'Ouest », puis à nouveau, en recommandé, 6 jours avant, n'est jamais parvenu à la rédaction. Au dernier moment, des camarades des Comités Larzac nous ont aidés à remplacer l'article manquant. Si les paysans du Larzac n'ont pu s'exprimer eux-mêmes dans « Vent d'Ouest », il faut y voir une conséquence de l'arbitraire policier qui sévit dans l'Aveyron comme dans toute la France.*

La résistance des paysans du Larzac dure depuis déjà plus de 2 ans. Lente à se mettre en route, l'action collective contre l'extension du camp s'est amplifiée au point qu'en ce moment, il ne se passe pas de semaine sans qu'une nouvelle action ne soit faite.

#### SEPTEMBRE 70

Au congrès U.D.R. de l'Aveyron, Fonton, sous-ministre aux armées, apporte un beau cadeau à la région : l'assurance de l'extension du camp du Larzac qui « procurera 2 000 emplois ». De cette extension, on en parlait depuis longtemps, mais on n'y croyait pas beaucoup.

Au début, peu de réactions. En effet, on ne savait pas bien quelles fermes seraient concernées, et puis, il n'y avait pas dans le coin de tradition de solidarité : on ne se connaissait pas bien, certains se livraient dans les pattes. La solidarité des paysans n'est venue que lentement.

#### FIN 70 - DÉBUT 71

C'est le début de l'organisation. Peu à peu on arrive à avoir par bribes le périmètre d'extension envisagé et on commence à se réunir.

#### PRINTEMPS 71

Malgré une fermeture d'usine (Fouquet) et l'intervention de jeunes d'autres milieux (marché de Millau à la Cavalerie), la jonction avec les travailleurs de la région se fait mal.

#### 23 SEPTEMBRE 71

Les paysans sont maintenant bien organisés et pour montrer qu'ils sont bien décidés à se battre, ils organisent eux-mêmes une manifestation en tracteurs où ils vont déposer des pierres devant la maison du maire de la Cavalerie. U.D.R. et intendants du camp, ils déclarent nettement qu'ils ne quitteront jamais leur terre.

#### NOVEMBRE 71

Première manifestation dans la ville de Millau : 6 000 manifestants. Elle montre que la lutte du Larzac concerne toute la région, mais là encore, la liaison avec les ouvriers de Millau (usine Henler est en grève à ce moment-là) ne se fait pas facilement.

A cette époque, émission de télé où on ne montre que des vieux et des calloux et où Debré dit : « J'ai décidé ». Réactions très vives au Larzac où tout le monde est maintenant déterminé à rester.

#### HIVER 71-72

Le préfet crée une commission de « concertation » où il dit, dès le début, qu'il n'est pas question de discuter le principe de l'extension du camp. Bruel va voir Debré, mais tout le monde voit bien vite que ces formes d'action sont bidon et ne donnent rien.

#### MARS 72 - Le texte des « 103 »

Sur les 107 paysans concernés par l'extension du camp, 103 ont signé le texte

suivant : « Pour mettre fin à tous les mensonges ou insinuations qui ont pour but de tromper l'opinion sur notre véritable état d'esprit, nous confirmons publiquement notre opposition au projet d'extension et, sûrs de notre droit, nous prenons solidairement l'engagement de repousser toute tentative de séduction ou d'intimidation, toute offre d'achat de « cart de fermés, toute indemnisation... »

Article de « Vent d'Ouest »

« Paysans Travailleurs, 10 Rue de Trévise PARIS 9<sup>e</sup> »

## AVRIL 72 - L'unité populaire

Pendant les trois jours de Pâques, une opération « fermes ouvertes » a un succès extraordinaire. Cinq mille personnes sont allées dans les fermes pour s'informer et soutenir les paysans. Le contact avec des jeunes militants venus de partout a été excellent. « La peur du chevelu » a disparu au Larzac. L'écho de ces journées dans la région a dépassé toutes les espérances.

Puis, c'est le soutien à la grève de la S.A.M.E.X., usine textile de Millau. Ce soutien, totalement nouveau dans la région, est spontané. Les paysans ont fourni du Roquefort et des volailles, se sont informés directement de la lutte des ouvrières et y ont participé.

Des comités de soutien au Larzac, plus de 50, se sont constitués. Ils sont autonomes, mais directement branchés sur les paysans.

## PRINTEMPS-ETE 72 - La prise de conscience

La lutte a permis aux paysans de prendre conscience de nombreux problèmes politiques : « Au début, on défendait notre intérêt particulier, notre lopin de terre, mais peu à peu on est passé bien au-delà de nos vues : on a compris le problème de l'armée, de l'Occitanie, on a vu que les ouvriers de Millau, c'était pareil. Tout ça nous a beaucoup ouvert les yeux ! »

A Rodez, le 14 juillet, 20 000 personnes manifestent derrière les tracteurs, ce qui montre la détermination des 103 paysans et l'ampleur du soutien populaire dans la région.

### — A tout moment : la répression et l'intimidation.

L'armée et la police sont omniprésentes. Les militaires en manœuvres saccagent les récoltes, des paysans sont interpellés et gardés à vue, des militants de Millau sont emprisonnés. Mais les paysans ont toujours su déjouer les provocations et s'organiser contre la répression.

La jeunesse de Millau, appelée à émigrer pour trouver du travail, est particulièrement visée par la police, avec la méthode bien connue qui fait de Millau la ville la plus « filiquée » de France.

## OCTOBRE 72

L'enquête « d'utilité publique » est déclenchée soudainement le 15 octobre. Les 103 paysans, collectivement, et plus de 500 personnes, répondent NON.

Tout ceci n'empêche pas le préfet de prendre le 27 décembre le décret « d'utilité publique ».



## JANVIER 73 - La marche sur Paris

Pour répondre au décret et donner à leur lutte une ampleur nationale, 26 tracteurs partent de Millau le 7 janvier : ils roulent une semaine entière vers Paris, en faisant étape à Rodez, Saint-Flour, Clermont, Nevers et Orléans. Partout, c'est un accueil extraordinaire, aussi bien dans les campagnes que dans les villes. Mais, à partir d'Orléans, le préfet interdit de continuer et les C.R.S. bloquent les tracteurs. La F.N.S.E.A. qui les soutenait du bout des lèvres, les lâche à ce moment-là. Sur la demande des paysans du Larzac, les paysans-travailleurs qui sont là trouvent pendant la nuit une vingtaine de paysans du Loiret qui acceptent de passer outre la consigne de la F.D.S.E.A. et d'amener le lendemain matin des tracteurs sur la route de Paris. Les paysans du Larzac quittent Orléans à pied et marchent toute la journée sur la N 20. Le soir, la manifestation prévue à Paris est interdite et remplacée par un meeting à la Bourse du Travail et un autre à Jussieu. C'est une dérobade; là aussi, des quelques grandes organisations qui appellent à la manif (C.G.T., F.E.N.). Malgré cette fin en queue de poisson, le résultat de la marche est positif.

## AVRIL 73

Les paysans du Larzac décident de renvoyer leur livret militaire : « Je ne veux plus servir et encore moins obéir à un ministre de la Défense nationale qui persiste dans le projet d'extension du camp militaire du Larzac. Je ne veux pas que le Larzac puisse servir à entraîner bêtement de jeunes Français de 18 à 21 ans ».

C'est la première action illégale décidée au Larzac. C'est après une longue réflexion qu'ils ont décidé de passer ce cap, estimant que la légalité n'est pas celle du pouvoir, mais celle qu'on se crée nous-mêmes en menant une lutte juste.

Lors de la lutte des jeunes contre la loi Debré et l'armée, les paysans ont

exprimé leur solidarité, montrant ainsi que leurs luttes s'attaquent au même ennemi.

## MAI 73

Les paysans du Larzac reçoivent chaleureusement deux visites venant de très loin :

- Des délégués des Indiens d'Amérique venus en Europe expliquer leur combat de Wound-Knee.

- Des militants irlandais de l'I.R.A., concernés au premier chef par le Larzac puisque l'armée anglaise s'y entraîne l'été.

Ainsi, l'expression d'une solidarité internationale ne se fait pas de façon vague et abstraite, mais à partir de la lutte de chacun et du besoin ressenti de s'unir contre un ennemi commun.

Lors de deux week-ends au Larzac, une délégation des paysans-travailleurs discute avec ceux du Larzac des buts et des modalités des marches du mois d'août. Une base d'accord commune est mise au point.

## JUIN 73

A la Pentecôte, au cours d'une manifestation de 3 000 personnes, est posée la première pierre d'une bergerie à La Blaquière, dans le périmètre visé par l'extension du camp. Le permis de construire et les prêts du Crédit Agricole ayant été refusés, cette bergerie interdite prend immédiatement une valeur de symbole de la lutte du Larzac. Elle Jonquet, un des membres du G.A.E.C. de La Blaquière, conclut la manifestation : « Je ne sortirai d'ici qu'entre 4 planches ! »

Il nous reste maintenant à prolonger toute cette évolution de la lutte par les marches du mois d'août qui élargiront encore le problème du Larzac, qui montreront que les paysans, les ouvriers, les jeunes qui partout affrontent le même ennemi que celui du Larzac, sont solidaires de leur lutte et prêts à être avec eux quand il le faudra.



Desin par = dany "Demain l'Occitanie"



et de l'ouverture à l'Est, du Programme Commun en France, et où se distinguaient déjà les chevaux-légers du Parti Communiste complétant ouvertement et recherchant la manière de faire taire au sein de l'association les "réactionnaires", les "collaborateurs", les "capitalistes"..., constituant les premières fiches, numérotant les premiers dossiers, suscitant les préliminaires de la grande peur des bien-pensants..."

No comment  
=====

J.F. Billion.

%%%

Depuis le 15 septembre :      la Librairie Portugaise .

%%%

|           |           |                      |
|-----------|-----------|----------------------|
| LLL       |           | 33, Rue - Gay Lussac |
| LLL       | PPPPPPP   | 75005 - Paris.       |
| LLL       | PPPPPPP   | Tel. : 033.46.16     |
| LLL       | PP    PPP |                      |
| LLL       | PP    PPP |                      |
| LLLLLLLLL | PPPPPPP   |                      |
| LLLLLLLLL | PP    PPP |                      |
| LLLLLLLLL | PPPPPPP   |                      |
| LLLLLLLLL | PPP       |                      |
|           | PPP       |                      |
|           | PPP       |                      |
|           | PPP       |                      |

Livres français, espagnols, brésiliens et portugais.  
Presse française et étrangère.  
Tous les jours sauf dimanche : 14.30/20h.  
Métro Luxembourg. Bus 21 et 27.

LIBRAIRIE PORTUGAISE .

%%%

%%%

Projets de la J.E.F. de la Région Parisienne :

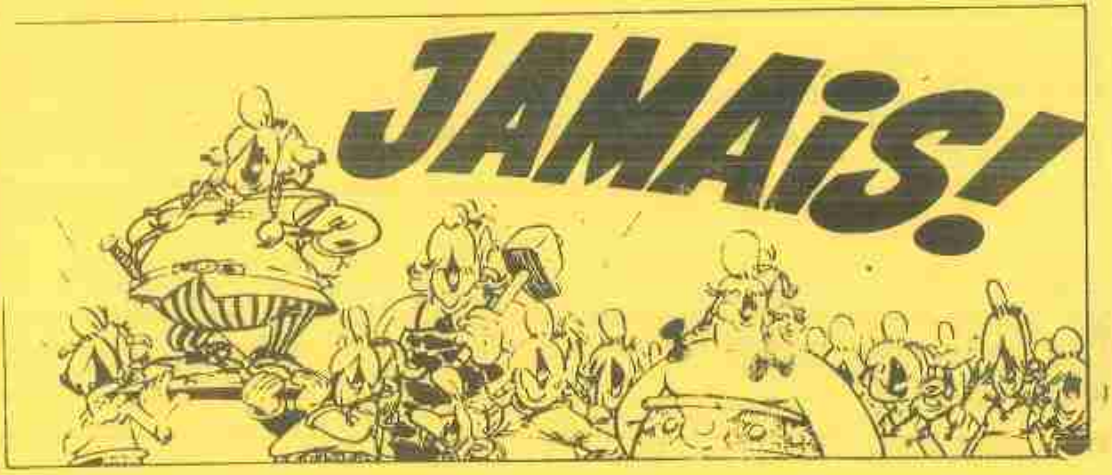
- installation d'un stand de brochures fédéralistes à la Librairie Portugaise.
- Assemblée Régionale de la JEF : mardi 16 Octobre 20 H.
- Organisation d'une série de tables-rondes, la première étant prévue pour le mardi 11 Décembre en soirée, avec des représentants de l'opposition de gauche au régime.

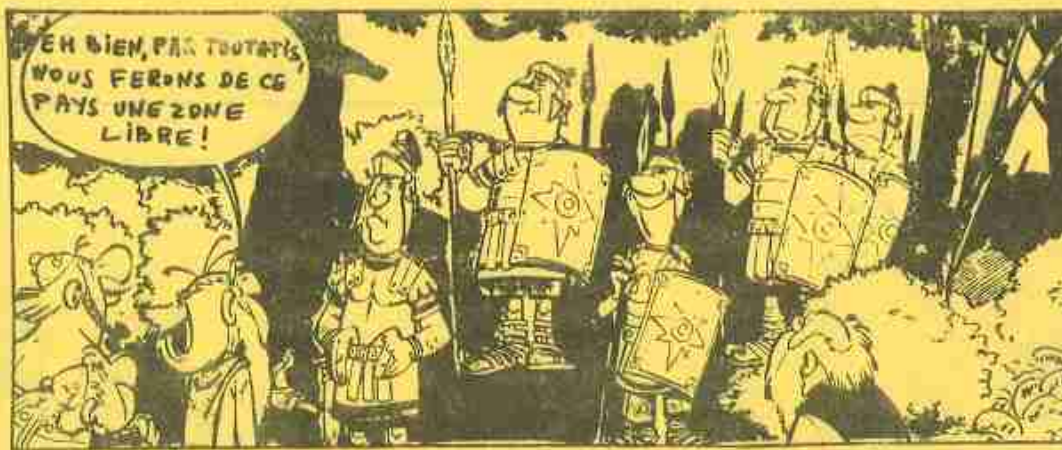
Dans le prochain numéro de Fédéchoses :

un article de Richard Soméritis, Directeur de la publication de Athènes-Presse Libre, sur "La Grèce et l'Europe".  
(Athènes-Presse Libre, hebdomadaire, 23 Rue Brézin, Paris 14<sup>e</sup> arrondissement).

%%%

Supplément à Fédéchoses n° 2 : "Le Problème de la Démocratie à l' Eglise". F. Rossolillo . 1,00F.





... C'EST LE PRÉFET ABRUTUS IRRITUS QUI COMMENTE AINSI LES DÉCRETS D'EXTENSION DES CAMPS MILITAIRES EN GAULE...  
... ET CE N'EST PAS TOUT...

LA DISTRIBUTION DES PRIX VIENT DE COMMENCER. LES VÉTÉRANS NE SE TIENNENT PLUS DE JOIE!

